

Emissionnorm	Voertuigen (categoriën M1)	Bestelwagens (N1 - Gewicht)	Minibussen, bestelwagens voor het vervoer van personen (categoriën M2) of bestelwagens (N1), met een gewicht II of III.	Bus/autocars/vrachtwagens
Euro 6d-TEMP	01/09/2019-31/12/2020	01/09/2019-31/12/2020	01/09/2020-31/12/2021	
Euro 6d	01/01/2021- ...	01/01/2021-....	01/01/2021-...	

».

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201627]

28 FEVRIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon exécutant le décret insérant dans la troisième partie du livre III du Code de la démocratie locale et de la décentralisation un titre V relatif aux subventions octroyées aux grandes villes dans le cadre de leurs perspectives de développement urbain et modifiant l'article D.I.4 du Code du Développement territorial

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L3352-3, L3353-3, L3354-1, L3354-2, L3354-3, L3354-6, L3355-1, L3355-2 et L3357-1, insérés par le décret du 20 décembre 2018;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 juillet 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2018;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 15 janvier 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le Ministre : le Ministre qui a la politique des grandes villes dans ses attributions;

2° l'Administration : la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie;

3° le Code : le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

4° le guichet des pouvoirs locaux : l'outil informatique permettant aux communes de transmettre électroniquement leurs formulaires et pièces justificatives;

5° les partenaires paracommunaux : sont considérés comme des partenaires paracommunaux les CPAS, les ASBL communales et les Régies communales autonomes.

Art. 2. En application de l'article L3352-3 du Code, le versement annuel de chaque tranche à la grande ville est assuré automatiquement.

En cas de non approbation de la perspective de développement urbain, la première tranche de 1/12 est remboursée d'initiative par la grande ville sur le compte n° 091-2150200-30 de la Région wallonne dans l'année de la non approbation de la perspective de développement urbain.

A défaut, son remboursement au budget régional s'effectue par un ordre de recette qui est adressé à la grande ville par la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication du Service public de Wallonie.

Art. 3. La grande ville transmet l'état justifié des dépenses visé à l'article L3354-1 du Code à l'Administration par le guichet des pouvoirs locaux.

L'Administration accuse réception de l'état justifié des dépenses visé à l'alinéa 1^{er}. Lorsque l'état justifié des dépenses est incomplet, l'Administration réclame les pièces manquantes à la grande ville qui dispose de trente jours pour transmettre les pièces. A défaut, l'état justifié des dépenses est réputé irrecevable.

L'état justifié des dépenses est introduit sur la base du formulaire ad hoc et comprend les pièces justificatives suivante, numérotées et regroupées par poste de dépense :

1° les frais de personnel : les fiches de paie mensuelles de(s) l'agent(s) engagé(s) pour la réalisation des actions ou à défaut la fiche de traitement individuelle annuelle;

2° les frais de fonctionnement : ils sont justifiés par des éléments probants qui concernent les actions approuvées pour la période de subvention.

Art. 4. § 1^{er}. La grande ville transmet l'état justifié des dépenses visé à l'article L3354-2 du Code à l'Administration par le guichet des pouvoirs locaux.

L'Administration accuse réception de l'état justifié des dépenses visé à l'alinéa 1^{er}. Lorsque l'état justifié des dépenses est incomplet, l'Administration réclame les pièces manquantes à la grande ville qui dispose de trente jours pour transmettre les pièces. A défaut, l'état justifié des dépenses est réputé irrecevable.

§ 2. L'état justifié des dépenses est introduit sur la base du formulaire ad hoc et comprend les pièces justificatives suivantes :

1° la délibération approuvant le projet, choisissant le mode de passation du marché, fixant les conditions et le cas échéant, arrêtant les éléments constitutifs de l'avis de marché;

2° le cahier spécial des charges;

3° pour les marchés de travaux, le métré estimatif et le métré récapitulatif des travaux, détaillant le cas échéant les autres interventions financières;

4° le cas échéant, les plans d'exécution;

5° la délibération attribuant le marché, le rapport d'analyse des offres et le cas échéant, le procès-verbal d'ouverture des offres;

6° l'offre retenue;

7° le cas échéant, le décompte final de l'entreprise, en ce compris le détail du calcul des révisions par état et la facture correspondante;

8° le cas échéant, le procès-verbal de la réception provisoire;

9° le cas échéant, la délibération approuvant le décompte.

Art. 5. § 1^{er}. La grande ville transmet les documents justificatifs visés à l'article L3354-3 du Code à l'Administration par le guichet des pouvoirs locaux.

L'Administration accuse réception de l'état justifié des dépenses visé à l'alinéa 1^{er}. Lorsque l'état justifié des dépenses est incomplet, l'Administration réclame les pièces manquantes à la grande ville qui dispose de trente jours pour transmettre les pièces. A défaut, l'état justifié des dépenses est réputé irrecevable.

§ 2. L'état justifié des dépenses est introduit sur la base du formulaire ad hoc et comprend les pièces justificatives suivantes :

1° la délibération par laquelle la grande ville approuve le projet d'acte authentique d'acquisition et en fixe les conditions;

2° la délibération par laquelle la grande ville décide de l'acquisition;

3° le numéro de matrice cadastrale;

4° l'estimation de la valeur établie par le comité d'acquisition d'immeubles ou le receveur de l'enregistrement ou établie, le cas échéant, par un notaire, un géomètre-expert immobilier inscrit au tableau tenu par le Conseil fédéral des géomètres-experts ou un architecte inscrit à l'Ordre des architectes;

5° une copie de l'acte authentique d'acquisition, du jugement tenant lieu d'acte authentique ou de l'arrêté d'expropriation.

Art. 6. Le rapport d'évaluation visé à l'article L3354-6 du Code contient :

1° la liste des actions approuvées, ordonnées selon leur degré de réalisation;

2° l'évaluation de la mise en œuvre de chaque action, sur la base des indicateurs de résultats visés à l'article 1^{er}, alinéa 2, 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à la perspective de développement urbain;

3° pour les marchés publics qui n'ont pas encore été justifiés conformément à l'article L3354-2 du Code, mais qui ont fait l'objet d'une attribution avant le 31 décembre de l'année N+5, la délibération d'attribution du marché.

Art. 7. En exécution de l'article L3355-1 du Code, le contrôle du Gouvernement s'effectue dans les trois mois de la réception du rapport d'évaluation :

1° il vérifie que les actions mises en œuvre correspondent à la perspective de développement urbain approuvée par le Gouvernement;

2° il vérifie que le montant total des dépenses d'investissement indispensables à la réalisation des actions subventionnées représente au minimum 50 % du montant total des dépenses nécessaires à la réalisation des actions visées à l'article L3351-2, § 2;

3° il vérifie que les actions approuvées ne font pas l'objet d'un double subventionnement.

Art. 8. En application de l'article L3355-2, § 1^{er}, du Code, les sommes dues sont remboursées d'initiative par la grande ville sur le compte n° 091-2150200-30 de la Région wallonne dans l'année qui suit l'échéance des délais prévus aux articles L3354-1, L3354-2 et L3354-3 du Code.

A défaut, leur remboursement au budget régional s'effectue par un ordre de recette qui est adressé à la grande ville par la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication du Service public de Wallonie.

Art. 9. En application de l'article L3355-2, § 2, du Code, le montant de l'inexécuté est communiqué à chaque commune, au plus tard le 31 mars de l'année N+6. Chaque grande ville dispose d'un délai de dix jours pour formuler des remarques sur le calcul et le montant de l'inexécuté. Passé ce délai, le montant de l'inexécuté est réputé approuvé.

Pour les communes présentant un inexécuté, la quote-part de la programmation pour laquelle cet inexécuté est constaté est dûment diminuée du montant correspondant. Les paiements restants de la programmation en cours et, le cas échéant, des programmations suivantes sont réduits à due concurrence.

Art. 10. Le Ministre est compétent pour les contrôles et approbations visés aux articles L3353-3, L3354-1, L3354-2, L3354-3, L3354-5 et L3355-1 du Code.

Art. 11. En application de l'article L3357-1, pour la perspective de développement urbain relative à la législature 2018-2024, le montant total des dépenses d'investissement nécessaires à la réalisation des actions visées à l'article L3351-2, § 2, représente au minimum 40 % du montant total de la subvention visée à l'article L3352-2 au terme de la programmation.

Art. 12. Dans l'article R.I.5.2 du Code du Développement territorial, à l'alinéa 2, il est ajouté un point 6° rédigé comme suit :

« 6° la perspective de développement urbain en application des articles L3353-1 et L3353-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. ».

Art. 13. La Ministre des Pouvoirs locaux est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 février 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/201627]

28 FEBRUARI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet tot invoeging in Deel III van Boek III van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie van een Titel V betreffende de toelagen toegekend aan de grootsteden in het kader van hun perspectieven voor stedelijke ontwikkeling en tot wijziging van artikel D.I.4 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, de artikelen L3352-3, L3353-3, L3354-1, L3354-2, L3354-3, L3354-6, L3355-1, L3355-2 en L3357-1, ingevoegd bij het decreet van 20 december 2018;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 juli 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 juli 2018;

Gelet op het rapport opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 15 januari 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de Minister: de Minister bevoegd voor het beleid van de grootsteden;

2° de Administratie : het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst;

3° het Wetboek: het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie;

4° het loket van de plaatselijke besturen: de informatietool waarmee gemeenten hun formulieren en verantwoordingsstukken elektronisch kunnen overmaken;

5° de paragelementelijke partners: de OCMW's, de gemeentelijke vzw's en de autonome gemeentebedrijven.

Art. 2. Overeenkomstig artikel L3352-3 van het Wetboek wordt de jaarlijkse storting van elke schijf aan de grootstad automatisch verzekerd.

In geval van niet-goedkeuring van het perspectief voor stedelijke ontwikkeling wordt de eerste schijf van 1/12 op eigen initiatief door de grootstad op rekening nr. 091-2150200-30 van het Waalse Gewest terugbetaald binnen het jaar van de niet-goedkeuring van het perspectief voor stedelijke ontwikkeling.

Bij gebreke daarvan wordt bedoelde schijf op de gewestelijke begroting teruggestort door middel van een betalingsverzoek dat aan de grootstad wordt gericht door het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 3. De grootstad maakt de verantwoorde uitgavenstaat bedoeld in artikel L3354-1 van het Wetboek aan de Administratie via het loket van de plaatselijke besturen over.

De Administratie bericht ontvangst van de in het eerste lid bedoelde verantwoorde staat van de uitgaven. Wanneer de verantwoorde staat van de uitgaven onvolledig is, vraagt de Administratie de ontbrekende stukken aan de grootstad die over dertig dagen beschikt om ze over te maken. Bij gebreke daarvan wordt de verantwoorde staat van de uitgaven geacht onontvankelijk te zijn.

De verantwoorde staat van de uitgaven wordt ingediend op basis van het ad hoc formulier en bevat volgende verantwoordingsstukken, die genummerd en per uitgavenpost worden gegroepeerd :

1° de personeelkosten: de maandelijks loonfiches van het(de) in dienst genomen personeelslid (personeelsleden) voor de uitvoering van de acties of, bij gebreke daarvan, de jaarlijkse individuele loonfiche;

2° de werkingskosten: ze worden gerechtvaardigd door bewijsstukken betreffende de acties die voor de subsidieperiode goedgekeurd zijn.

Art. 4. § 1. De grootstad maakt de verantwoorde uitgavenstaat bedoeld in artikel L3354-2 van het Wetboek aan de Administratie via het loket van de plaatselijke besturen over.

De Administratie bericht ontvangst van de in het eerste lid bedoelde verantwoorde staat van de uitgaven. Wanneer de verantwoorde staat van de uitgaven onvolledig is, vraagt de Administratie de ontbrekende stukken aan de grootstad die over dertig dagen beschikt om ze over te maken. Bij gebreke daarvan wordt de verantwoorde staat van de uitgaven geacht onontvankelijk te zijn.

§ 2. De verantwoorde staat van de uitgaven wordt ingediend op basis van het ad hoc formulier en bevat volgende verantwoordingsstukken :

1° de beraadslaging waarbij het project wordt goedgekeurd, de gunningswijze van de opdracht wordt gekozen, de voorwaarden worden bepaald en, in voorkomend geval, de bestanddelen van de aankondiging van de opdracht worden vastgesteld;

2° het bijzondere bestek;

3° voor de opdrachten voor aanneming van werken, de opmeting-begroting en de samenvattende opmeting van de werken waarin, in voorkomend geval, de andere financiële tegemoetkomingen omstandig worden omschreven;

4° in voorkomend geval, de uitvoeringsplannen;

5° de beraadslaging tot gunning van de opdracht, het analyseverslag van de offertes en, in voorkomend geval, het proces-verbaal van opening van de offertes;

6° de in aanmerking genomen offerte;

7° in voorkomend geval, de eindafrekening van de onderneming met inbegrip van de omstandige berekening van de herzieningen per staat en de dienovereenkomstige factuur;

8° in voorkomend geval, het proces-verbaal van de voorlopige oplevering;

9° in voorkomend geval, de beraadslaging tot goedkeuring van de afrekening.

Art. 5. § 1. De grootstad maakt de bewijsstukken bedoeld in artikel L3354-3 van het Wetboek aan de Administratie via het loket van de plaatselijke besturen over.

De Administratie bericht ontvangst van de in het eerste lid bedoelde verantwoorde staat van de uitgaven. Wanneer de verantwoorde staat van de uitgaven onvolledig is, vraagt de Administratie de ontbrekende stukken aan de grootstad die over dertig dagen beschikt om ze over te maken. Bij gebreke daarvan wordt de verantwoorde staat van de uitgaven geacht onontvankelijk te zijn.

§ 2. De verantwoorde staat van de uitgaven wordt ingediend op basis van het ad hoc formulier en bevat volgende verantwoordingsstukken:

1° de beraadslaging waarbij de grootstad het project van authentieke akte van aankoop goedkeurt en de voorwaarden ervan vaststelt;

2° de beraadslaging waarbij de grootstad over de aankoop beslist;

3° het nummer van de kadastrale legger;

4° de raming van de waarde bepaald door het Aankoopcomité van onroerende goederen of de ontvanger van de registratie of vastgesteld, in voorkomend geval, door een notaris, een landmeter-expert ingeschreven op de tabel van landmeters-experten van de Federale Raad van landmeters-experten of een architect ingeschreven bij de Orde der architecten;

5° een afschrift van de authentieke akte van aankoop, van het vonnis dat geldt als verkoopakte of van het oteigeningsbesluit.

Art. 6. Het evaluatieverslag bedoeld in artikel L3354-6 van het Wetboek bevat :

1° de lijst van de van de goedgekeurde acties, gerangschikt volgens de maat van verwezenlijking ervan;

2° de evaluatie van de uitvoering van elke actie op grond van de resultatenindicatoren bedoeld in artikel 1, tweede lid, 6°, van het besluit van de Waalse Regering betreffende het perspectief voor stedelijke ontwikkeling;

3° voor de overheidsopdrachten die overeenkomstig artikel L3354-2 van het Wetboek nog niet verantwoord zijn maar die het voorwerp hebben uitgemaakt van een toewijzing vóór 31 december van het jaar N+5, de beraadslaging tot gunning van de opdracht.

Art. 7. Overeenkomstig artikel L3355-1 van het Wetboek wordt de controle van de Regering uitgeoefend binnen drie maanden na ontvangst van het evaluatieverslag :

1° zij gaat na of de uitgevoerde acties met het door de Regering goedgekeurde perspectief voor stedelijke ontwikkeling overeenstemmen;

2° zij gaat na of het totaalbedrag van de investeringsuitgaven die onontbeerlijk zijn voor de verwezenlijking van de gesubsidieerde acties minimum 50 % vertegenwoordigt van het totaalbedrag van de uitgaven nodig voor de verwezenlijking van de in artikel L3351-2, § 2, bedoelde acties.

3° zij gaat na of de goedgekeurde acties niet het voorwerp uitmaken van een dubbele subsidiëring.

Art. 8. Overeenkomstig artikel L3355-2, § 1, van het Wetboek, worden de verschuldigde sommen op eigen initiatief door de grootstad op rekening nr. 091-2150200-30 van het Waalse Gewest terugbetaald binnen het jaar volgend op het verstrijken van de termijnen bedoeld in de artikelen L3354-1, L3354-2 en L3354-3 van het Wetboek.

Bij gebreke daarvan worden bedoelde sommen op de gewestelijke begroting teruggestort door middel van een betalingsverzoek dat aan de grootstad wordt gericht door het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 9. Overeenkomstig artikel L3355-2, § 2 wordt het bedrag van het niet-uitgevoerde deel aan iedere gemeente medegedeeld uiterlijk op 31 maart van het jaar N+6. Elke grootstad beschikt over een termijn van tien dagen om opmerkingen te formuleren over de berekening en het bedrag van het niet-uitgevoerde deel. Als deze termijn verstreken is, wordt het bedrag van het niet-uitgevoerde deel goedgekeurd geacht.

Voor de gemeenten die een niet-uitgevoerd deel vertonen, wordt het aandeel van de programmering waarvoor bedoeld niet-uitgevoerd deel wordt vastgesteld, behoorlijk verminderd met het dienovereenkomstig bedrag. De overige betalingen van de lopende programmering en, in voorkomend geval, de volgende programmeringen worden dienovereenkomstig ingeperkt.

Art. 10. De Minister is bevoegd voor de controles en goedkeuringen bedoeld in de artikelen L3353-3, L3354-1, L3354-2, L3354-3, L3354-5 en L3355-1 van het Wetboek.

Art. 11. Overeenkomstig artikel L3357-1 vertegenwoordigt het totaalbedrag van de uitgaven die nodig zijn voor de verwezenlijking van de in artikel L3351-2, § 2, bedoelde acties, voor het perspectief voor stedelijke ontwikkeling betreffende de legislatuur 2018-2024, minimum 40 % van het totaalbedrag van de in artikel L3352-2 bedoelde subsidie aan het einde van de programmering.

Art. 12. In artikel R.I.5.2. van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, tweede lid, wordt een punt 6° toegevoegd, luidend als volgt :

“6° het perspectief voor stedelijke ontwikkeling overeenkomstig de artikelen L3353-1 en L3353-2 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie.”.

Art. 13. De Minister van de Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 februari 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201603]

14 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016 relatif à l'assistance en justice des membres du personnel et à l'indemnisation des dommages à leurs biens

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles 2212-4, alinéa 2, rétabli par le décret du 3 juillet 2008, et 2212-51, § 1^{er}, alinéa 2, modifié par le décret du 3 juillet 2008;